

7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin - n° 37

Et maintenant ?

Hollande et la gauche de gouvernement ont réussi, leur entreprise de démolition du modèle social a bien provoqué un divorce avec le peuple. Cette rupture prend des allures historiques tant elle apparaît sans retour. Rien n'a été épargné aux salariés, déclarés ennemis publics en raison de leur rémunération jugée trop élevée et du droit social condamné comme trop protecteur. Les coups d'en haut ont été portés jusqu'à la veille d'un vote qui n'avait rien de local. **Le trait d'égalité entre gauche et peuple est effacé. Droite et extrême droite en ont profité.**

L'abstention apparaît comme la sanction d'un double mépris à l'égard du verdict des urnes.

Le président s'est retourné contre ses propres électeurs, il estime que la seule règle qui vaille n'est pas la voix du peuple mais celle de l'Union européenne. Les propriétaires des entreprises qui ont affaire avec le marché international contournent le droit national et se dégagent par là du résultat des consultations démocratiques. Les groupes financiers et industriels les plus grands sont plus puissants que l'Etat et ses lois. Ils disposent de leurs propres règles, qu'aucun vote ne contraint.

Si le Front national est bien le premier parti raciste de France, la droite qui a servi de modèle libéral à la gauche de gouvernement revient en force, bien plus à droite que sous Sarkozy. Les populations martyrisées par l'austérité à perpétuité connaissent la destruction de leur mode de vie mais n'ont pas trouvé de réponses alternatives au libéralisme à la hauteur des enjeux. La droite libérale agressive et l'extrême droite occupent donc le terrain au service des intérêts du plus petit nombre, les financiers, rentiers, spéculateurs et banquiers.

Que peut faire le syndicalisme CGT ?

Pas tout, mais beaucoup, à moins de considérer que l'heure n'est pas à revendiquer, mais à collaborer à la politique d'austérité comme la CFDT !

Tout fait combat dorénavant. L'application du droit social élémentaire, les NAO, l'information due aux élus, est l'objet d'une bataille. La moindre des revendications se heurte au dogme libéral. Toute loi sociale est condamnée. Le chômage est le maître mot de la politique libérale, et avec lui les destructions d'entreprises publiques comme la casse industrielle. Et la seule présence syndicale est l'objet d'une répression permanente.

Notre syndicalisme CGT doit se tourner en priorité vers la défense des salariés. Dans une telle situation, il n'est plus possible de passer de pseudo négociations au siège du Medef en défaites sociales. Bref de se cantonner à une posture de représentation. La défense de toute question sociale passe par le rassemblement des forces pour la lutte. Il n'y a pas d'autre voie que de conquérir l'adhésion des salariés et d'obtenir leur disponibilité à l'action.

Notre syndicalisme défend une économie dont le but est de satisfaire les 99% de la population, le peuple et ses besoins sociaux. Voilà pourquoi la transformation sociale doit être placée au cœur du syndicalisme au quotidien.

Ça ne se fera pas en un jour. **Face à Sarkozy ivre de revanche et à une extrême droite arrogante et raciste, contre l'austérité promise comme une condamnation perpétuelle, les valeurs d'engagement, de solidarité, de fraternité de combat sont décisives. À notre syndicalisme de construire un avenir plein d'espoir. Notre orientation, c'est la lutte !**

22 mars 20 h 30